La Libye éclatée

C'est officiel, le général Khalifa Haftar est nommé chef militaire du gouvernement libyen. Désormais c'est clair, enfin presque.

Un général autoproclamé adoubé, après moult tergiversations par un gouvernement installé à Tobrouk à un millier de kilomètres de Tripoli, version libyenne du gouvernement de Vichy. Le Parlement de Tobrouk est certes reconnu mais peu légitime car élu dans des circonstances troubles par à peine 16% des votants. Le premier fait d'armes du général Haftar est une série de raids sur l'aéroport de Mitiga, proche de Tripoli. L'objectif est de s'assurer la primauté aérienne, en attendant la livraison des premiers Rafale à l'Égypte prévue ce mois de juin. Le général Sissi est le premier soutien indéfectible de Khalifa Haftar. Les milices islamistes ripostent en s'attaquant aux champs pétroliers. Il en résulte une production en baisse à 200.000 barils/jour alors qu'à la chute de Kadhafi les exportations dépassaient le million de barils. De ce fait la banque centrale dispose d'à peine plus d'un an de réserves en devises. L'économie est à terre, le gouvernement de Tobrouk ne dispose d'aucun levier sauf du soutien conditionnel de la communauté internationale qui lui refuse la levée d'embargo sur les armes. Les milices ont fini par structurer leurs recettes en devises : trafic en tout genre y compris celui des migrants qui finissent trop souvent noyés aux larges de côtes italiennes.

En l'absence d'un Etat central, d'une économie plus que défaillante avec des caisses qui se vident trop rapidement, des menaces multiformes : terrorisme islamiste, flux migratoires, déstabilisation régionale, la poudrière libyenne risque d'exploser à tout moment avec des conséquences dramatiques. La solution militaire, seule, est tant inefficace que même potentiellement contreproductive. Reste le dialogue national entre Libyens.

Au premier rang des acteurs internationaux, se situe l'Algérie, pays incontournable. Ensuite vient l'Égypte, pays intéressé car non seulement limitrophe mais aussi, c'est la seule puissance militaire qui a avoué une intervention aérienne directe en Libye.

Le général Sissi se devait de réagir pour son opinion nationale à l'exécution inqualifiable d'Égyptiens dont le seul tort est d'avoir été coptes. Le général-Président égyptien dont les forces de l'ordre tirent sans parcimonie sur les manifestants et dont la justice prononce généreusement, voire systématiquement des condamnations à mort pour tous les soutiens à un président démocratiquement élu mais curieusement déchu, M. Mohamed Morsi. Sans parler des milliards de dollars déposés par Kadhafi à la banque centrale d'Égypte et que Le Caire ne veut s'en séparer. Il ne faut pas oublier l'Italie, pays concerné par les drames migratoires sur ses eaux territoriales au point où sont évoquées des secrètes interventions de commandos italiens sur les côtes libyennes pour désorganiser les filières de cet abominable trafic.

Last but not least, la France qui se sent concernée par la gestion des retombées de la politique de Sarkozy, inspirée par les conseils éclairés de Bernard-Henri Lévy. Cette situation appelle une réaction internationale même inefficace au point où Rabat a été désigné comme lieu de réunion pour le dialogue national libyen, c'était plus un crash-test que l'amorce d'une solution politique. La capitale marocaine ne sera pas retenue, victime de la géographie et de la diplomatie française trop complaisante à son égard, après un froid passager.

Le rendez-vous est pris, cette réunion problématique se tiendra à Alger. En dehors des terroristes de Daesh, toutes les parties libyennes sont conviées, y compris, Fajr El Islam de Abdelhakim Belhadj, émir de Tripoli. Les Tunisiens, d'Ennahdha, ont fini par le convaincre ne serait-ce qu'en souvenir de leur grand mentor commun, le Qatar. La Tunisie s'implique sur ce dossier-là, Tunis a même ouvert un consulat à Tobrouk, Tunis est sur la même ligne qu'Alger, au prix d'une comparaison avec la métaphore de la souris qui court aux côtés de l'éléphant et qui dit avec sa toute petite voix aiguë : «qu'est-ce qu'on fait comme poussières» ! Le Qatar, premier soutien des islamistes tunisiens et libyens, se veut efficace donc plus discret. Cet émirat qui revient sur les radars internationaux suite à la succession du pouvoir en Arabie saoudite. Riyadh et Doha, sur le dossier libyen, sont sur un même registre même aux dépens du Caire.

Ils viendront, ils seront tous là, pour former éventuellement un gouvernement d'union nationale, espèrent les organisateurs de ce sommet. Alger souhaite rester à la manœuvre même si ce dialogue n'aboutit pas à la constitution d'une équipe homogène.

Alger n'a pas peur des missions impossibles surtout après avoir élu, haut la main et sur un fauteuil, un président invisible lors de sa propre campagne électorale. Pour Alger, l'enjeu dépasse la Libye. Depuis la partition du Soudan, l'Algérie est le plus grand pays d'Afrique. Depuis Boko Haram, l'Algérie est le pays pétrolier africain le plus stable. Les ambitions africaines de l'Algérie ne sont plus à démontrer surtout que Kadhafi est ses milliards de dollars n'ont plus aucune prise sur le continent noir. La centralité de l'Algérie sur le Dossier 5+5 est clairement établie, notamment depuis l'échec fulgurant de l'Union pour la Méditerranée, projet cher à Nicolas Sarkozy. La France prendra la tête des 5+5 mais pour une fois depuis de nombreuses années, Paris a pour interlocuteur un véritable

Par Naoufel Brahimi El Mili

ministre des Affaires étrangères algérien (son prédécesseur est plus garde-malade que gardien de la Constitution, fût-elle trop évolutive).

Seulement, la Libye a besoin d'un chef. Le général Khalifa Haftar n'est ni un surhomme, ni un homme sûr. Les deux décades qu'il avait passées en Virginie, dans le voisinage immédiat de Langley, quartier général de la CIA, ne font pas de lui un grand nationaliste désintéressé.

En l'état des choses, à Tripoli, doit présider un homme dont le profil serait être un doux mélange entre Laurence d'Arabie et Otto Von Bismarck. Négocier avec les tribus avec un usage ferme du fer et du feu. En attendant, Alger va organiser le désordre libyen.

N. B.E.-M.

Une grande quantité d'armes saisie en Tunisie à la frontière libyenne

Les forces de l'ordre tunisiennes ont découvert à la frontière avec la Libye une cache contenant une importante quantité d'armes de type RPG et Kalachnikov, a indiqué vendredi le ministère de l'Intérieur.

La garde nationale a arrêté deux véhicules dans la région frontalière de Ben Guerdane (sud-est) dans lesquels elle a découvert trois fusils d'assaut, puis «une traque» l'a amenée vers une cache contenant «une grande quantité d'armes de type kalachnikov, roquettes RPG, grenades et munitions», a affirmé le porte-parole Mohamed Ali Aroui sur la page Facebook du ministère.

M. Aroui a indiqué à l'AFP que ces armes «proviennent de Libye» et «étaient destinées aux régions montagneuses» de Tunisie, à la frontière avec l'Algérie, où les forces armées tentent depuis plus de deux ans de démanteler un maquis jihadiste. Parmi les armes saisies, les forces de l'ordre ont dénombré 30 roquettes, 20 grenades et 30 000 cartouches de fusils d'assaut, selon le porte-parole.

Deux hommes de nationalité tunisienne sont recherchés dans le cadre de l'enquête. La frontière libyenne est un haut lieu de trafics en tous genres, notamment de carburant, de produits manufacturés et alimentaires.

À BRUXELLES, L'OTAN ET L'UE MISENT GROS SUR LE PARRAINAGE D'ALGER SUR LE DOSSIER LIBYEN

Consensus mondial pour la pax Lamamra

Le chahut de Rabat ne pèse rien selon l'Otan et l'Union européenne à Bruxelles. Le dossier libyen est chose trop sérieuse pour être assimilé par le Maroc. Paroles de «gorges profondes», dans la capitale de l'Europe et siège de l'Alliance atlantique. Lamamra peut ouvrir la première séance...

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Sur le dossier libyen, il y a un seul processus de dialogue qui compte. Celui qui s'ouvrira à Alger d'ici quelques jours. L'ONU, l'UE, l'UA, l'Egypte, la Tunisie, les USA, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Chine, la Russie apportent leur caution.

Récit d'un cycle long, semé d'embûches, périlleux, avec des hauts et des bas, mais seule alternative aux guerres de Libye qui peuvent emporter le pays. Le Maroc parasite l'initiative supposant qu'elle est du fait de la seule Algérie. Rabat se trompe. Lourdement. La diplomatie algérienne n'a pas pour doctrine l'improvisation ou l'à-peu-près. En l'occurrence, alors que les pourparlers ont déjà débuté, depuis longtemps à Alger en toute discrétion, ce sont les parties au conflit elles-mêmes qui ont sollicité l'expertise algérienne pour sortir ce pays voisin de la situation dans laquelle il se trouve. L'Algérie, dès le début de l'expédition punitive contre Gueddafi — que des lectures hasardeuses, irresponsables et manipulées d'une résolution de l'ONU ont transformé un Etat souverain en poudrière — avait eu une attitude juste, conforme au droit international. Contrairement à des informations non fondées pour certaines et boules puantes pour d'autres, l'Algérie n'a jamais soutenu Gueddafi dans sa volonté de réprimer dans le sang le début de la révolte. Au contraire ! Que du contraire ! Les renseignements algériens et la diplomatie avaient conseillé à l'ex-chef d'Etat la sagesse et la modération.

Les Algériens avaient même tenté des médiations de dernière chance que Gueddafi semblait accepter (sources Otan). La précipitation de Sarkozy, l'ex-président français, soutenu, il est vrai, par les va-t-en-guerre de l'Alliance et des Etats-Unis (sources Union européenne) et sa volonté d'en finir physiquement avec le chef d'Etat libyen n'ont pas permis à la démarche algérienne d'aboutir. Le rapport de force de l'époque : troubles en Egypte, fuite de Benali de Tunisie, offensive majeure des Etats du Golfe et de Qatar, soutenus par la CIA et la Turquie contre les Etats séculiers, des régimes, certes, imparfaits mais pas moyenâgeux, ne permettait pas d'imposer une solution de paix. De la paix. Même la Russie de Poutine avait, l'on s'en souvient, laissé assassiner, hors ONU, Gueddafi et laissé détruire la Libye. Poutine le regrettera, amèrement, ensuite (sources sécuritaires - Moscou).

La résistance russe sur le front syrien s'explique, en grande partie, par son hésitation, faute grave, sur le dossier libyen. Même après le crime commis en Libye par l'Otan, Sarkozy

Photo : New Press.

Ramtane Lamamra.

et BHL, l'Algérie a continué à explorer les voies, les meilleures, pour que la Libye reste dans ses frontières reconnues, qu'elle n'éclate pas et qu'elle puisse renaître et survivre à Gueddafi. L'Algérie a accordé l'asile à une partie de la famille de Maâmar, qui peut le lui reprocher ? Est-ce un crime que d'accueillir une femme et des enfants, fussent-ils proches de Gueddafi, qu'aucun tribunal, ni libyen, ni international ne poursuit ? Balivernes, que tout cela.

Présentement, la réalpolitik semble reprendre ses droits — naturels — (pas de solution en Libye sans les Libyens, tout d'abord, et ensuite, seulement ensuite avec l'assistance des voisins directs que sont l'Egypte, l'Algérie et la Tunisie).

Selon des gorges profondes, ici, à Bruxelles, le processus d'Alger a de fortes chances d'aboutir pour au moins trois raisons. Les Etats-Unis sont pour la Libye dans ses frontières d'avant-Gueddafi, l'Europe tient comme à la prunelle des yeux à l'unicité de ce pays, ce qui réjouit, comme par hasard, l'attitude des States, la Russie et la Chine auraient fait savoir qu'un éclatement de l'ex-royaume de Driss le Mostaganémois n'est pas acceptable. C'est un consensus lourd, sérieux, une résolution contraignante du Conseil de sécurité de l'ONU, en définitive. Pour autant, les attitudes de l'Algérie, de l'Egypte et de la Tunisie, à un degré moindre, ne sont pas à reléguer au second rang dans cette affaire.

Le Caire et Alger disposent de l'essentiel des capacités militaires dans la région et leurs armées sont en mouvement depuis longtemps (lutte anti-terroriste, tensions permanentes avec Israël concernant l'Egypte et presque 20 ans sur le terrain réel pour l'ANP, terrorisme, trafics de stupéfiants, insécurité presque à proximité de toutes les frontières).

Les stratèges de Bruxelles qualifient cela de «capacités réelles de résistance». D'un mot, l'Otan et les USA ne peuvent pas imposer une solution en dehors des données réelles du terrain qui sont maîtrisées par l'Algérie et l'Egypte. Le soutien au processus d'Alger tient aussi au fait, non négligeable, et comment, que les puissances du monde ne tiennent pas à ce que les fabuleuses ressources énergétiques de la Libye soient éparpillées entre différents pouvoirs.

Un pouvoir central solide, c'est mieux que l'aventure d'une Libye désinguée. Le chahut du Maroc ne pèsera rien du tout, c'est une affaire trop sérieuse pour être assimilée par Rabat. Lamamra peut ouvrir la première séance. Il y a large consensus.

A. M.